

1. Portrait économique
2. Portrait politique
3. Portraits régionaux : Terre-Neuve; IPE; NB; NE; Haut-Canada (Ontario); Bas-Canada (Québec)

OBJECTIF DU COURS :

Partons d'une donnée commune à pratiquement tout le monde ici. En 1837, les Canadiens français de la province du Bas-Canada entrent en rébellion sous l'action des Patriotes menés par Louis-Joseph Papineau. Ces Patriotes luttent alors pour obtenir le *Self Government*, soit davantage de démocratie et d'indépendance face à la métropole britannique. Malgré son échec, cette rébellion allait selon plusieurs paver la voie à la Confédération de 1867 et donner naissance au Québec moderne.

Parmi les dizaines de questions qu'un tel énoncé soulève, posons-en juste une, parfaitement en phase avec les objectifs du cours : le cas des Patriotes du Bas-Canada constitue-t-il une idiosyncrasie* si on le compare aux autres colonies britanniques du coin, les maritimes et le Haut-Canada ?

(**Idiosyncrasie* : Disposition particulière d'une entité à réagir de manière spécifique à l'action d'agents extérieurs.)

1. Portrait économique

De 1534 à 1850 le Canada actuel est intégré à un empire commercial français, puis britannique assorti de privilèges commerciaux.

Exploitation de *Staples* (produits générateurs)

Morue 1534-1600; Castor 1600-1800; Bois 1800-1870; Blé 1870-1920

Les PRODUITS GÉNÉRATEURS orientent tour à tour l'aménagement, le peuplement, la société et les liens avec les autochtones. L'agriculture est subsidiaire et liée aux besoins locaux.

Société :

- Faible population; dualité urbain-rural
- Administration coloniale : Gouverneur, appareil juridique, sinécures, l'armée.
- Marchands coloniaux : HBC, NWC, marchands de bois, banques, transports, spéculateurs.
- Petite bourgeoisie : petits entrepreneurs, artisans, marchands locaux, professions libérales, clergé et seigneurs (BC)
- Paysans : censitaires, fermiers, francs tenanciers, colons
- Journaliers : voyageurs, forestiers, manœuvres, immigrants
- Autochtones : territoires sous chartes, métis, territoires administrés (réserves)

2. Portrait politique

1760 – Conquête des possessions françaises d'Amérique : Province of Quebec et Nova Scotia

1783 -- Indépendance des États-unis. Organisation politique des six colonies restantes– Acte constitutionnel; naissance de la vie politique dans l'ANB

1791 : Organisation politique des six colonies restantes– Acte constitutionnel; naissance de la vie politique dans l'ANB

<p>EXÉCUTIF</p> <p>Gouverneurs, Conseil exécutif et législatif, appareil judiciaire et armée</p>

PRINCIPE ARISTOCRATIQUE

Administre en vertu des lois et statuts

Maintien du lien colonial

Administrateurs coloniaux
(villes)
Marchands coloniaux
Armée
Haut clergé anglican

<p>LÉGISLATIF</p> <p>Chambre d'assemblée élue</p>
--

PRINCIPE DÉMOCRATIQUE

Discute et propose des lois

Affirmation de l'autonomie coloniale

Petite bourgeoisie
Paysans
Journaliers
Clergé non conformiste et
catholique

Au Bas-Canada, l'affrontement se double d'une dualité ethno-linguistique entre francophones (82%) et anglophones (18%)

1837 - Débouche au BC et au HC sur un affrontement militaire. Suspension de l'Acte constitutionnel.

1840 - L'Acte d'Union unit ces deux provinces et place les francophones en minorité.

1840-1850 – Période dominée par la lutte pour le GOUVERNEMENT RESPONSABLE : Déclin du commerce colonial; désintérêt de la Grande-Bretagne; affirmation de la petite-bourgeoisie; montée du principe démocratique; collaboration entre anglophones et francophones (LaFontaine)

1865 -- Insécurité liée à la Guerre de sécession américaine; problème de financement des infrastructures; instabilité politique

1867 -- Confédération de 1867 : Union fédérale des colonies britanniques

3. Portrait régional

Nombre de Loyalistes par colonie :

Nouvelle-Écosse	21 000
Nouveau-Brunswick	14 000
Île-du-Prince-Édouard	600
Haut-Canada	6 000
Bas-Canada	2 000

	43 600

Population des colonies britanniques d'Amérique du nord au XIXe siècle

	NE	NB	IPE	Haut-Canada	Bas-Canada	TOTAL
1806	68 000	35 000	10 000	71 000	250 000	434 000
1814	-	-	-	95 000	335 000	593 000
1825	120 000	73 000	20 000	158 000	479 000	850 000
1831	-	-	-	237 000	553 000	1 168 000
1851	277 000	194 000	72 000	952 000	890 000	2 385 000
1861	331 000	252 000	81 000	1 396 000	1 112 000	3 172 000
1871	388 000	286 000	94 000	1 620 000	1 192 000	3 580 000
Croissance annuelle moyenne	4 920	3 861	1 290	23 800	14 492	48 363

Source : Urquhart et Buckley, p. 10

Principales villes de l'ANB en 1861

	CANADA-EST	CANADA-OUEST	MARITIMES		
Montréal	90 300	Toronto	44 800	Halifax	25 000
Québec	51 100	Hamilton	19 100	Saint-Jean (NB)	27 000
Trois-Rivières	6 100	Ottawa	14 700	Charlottetown	6 700
		London	11 600		

source : D.G.G. Kerr, 48, 52.

a. Terre-Neuve

1583 - Humphrey Gilbert et dévelop. de la pêche à la morue

1629 - 100 personnes à Avalon ; quelques français à Plaisance

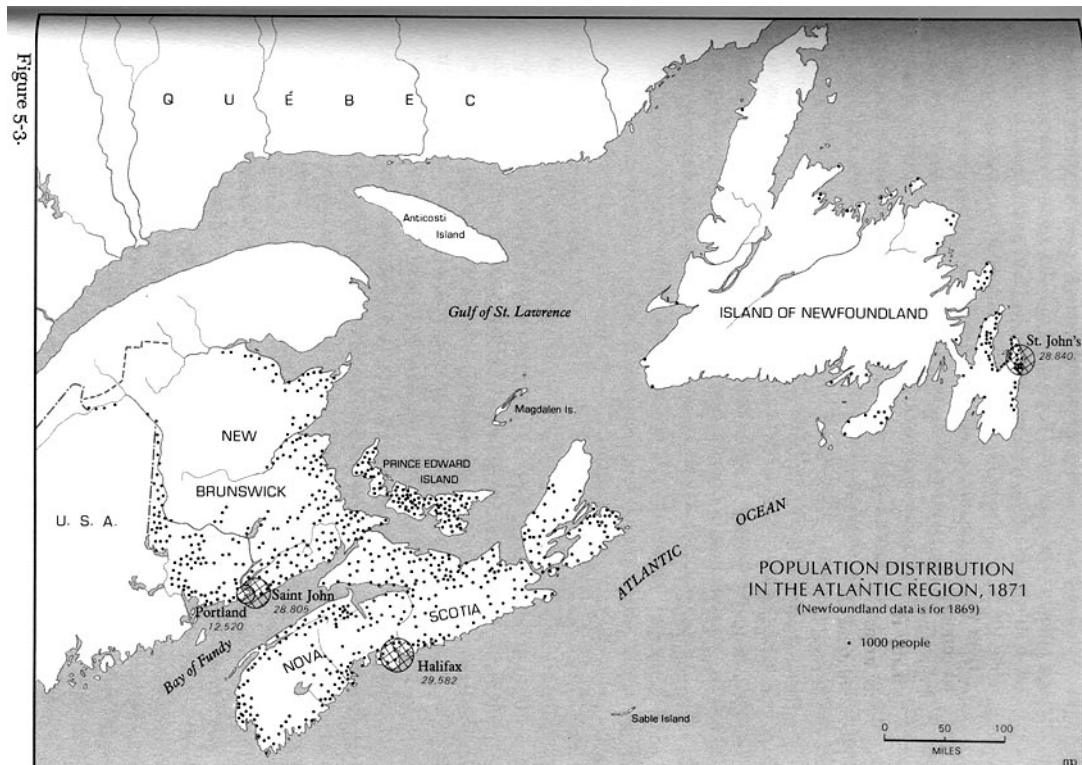
1800 - Début de la chasse au phoque qui occupe la population l'hiver (poursuite de la trappe au Labrador)

- Davantage considéré comme un comptoir que comme une colonie
- Petite élite de Saint-Jean et de William Carson réclame un gouvernement colonial (1808)

1817 - Londres accorde un gouverneur.

1832 - Assemblée législative sous la tutelle britannique.

1866 - Câble transatlantique - fort sentiment anti-canadien.



SOURCE : Cole Harris et Warkentin, p. 189

b. Île-du-Prince-Édouard

Les Acadiens de l'Île-Saint-Jean sont déportés en 1755.

Terre sablonneuse. Seule province maritime à vocation agricole ; fournit les colonies environnantes en pommes de terre après 1780.

Population faible, surtout écossaise, dominée par des propriétaires forains au comportement féodal.

- fermiers à loyer
- des agents ou baillis collectent les rentes
- pauvreté et lenteur du développement
- Mouvement de réforme après 1810

1769 - séparée de la Nouvelle-Écosse

1811 - Assemblée législative

- programme de rachat des terres par les petits paysans (1810)
- Responsabilité ministérielle en 1851

c. Nouveau-Brunswick

Territoire anglais depuis Utrecht (1714)

Déportation des Acadiens de l'estuaire de la riv. Saint-Jean (10 000)

1784 : 14 000 Loyalistes le long de la riv. Saint-Jean et 1 500 sur la Baie des Chaleurs

- Importance du port de Saint-Jean
- pêche le long du banc George
- exploitation forestière (empire forestier de la Miramichi)
- construction navale
- commerce triangulaire avec les Antilles
- Axé sur l'empire britannique
- Dans l'ensemble des communautés isolées et peu homogènes
- Assemblée en 1791, mais pas de mouvement de réforme organisé
- responsabilité ministérielle en 1840.

d. Nouvelle-Écosse

- 1749 - Halifax est la métropole des Maritimes
- garnison et port militaire
- 20 000 loyalistes associés au commerce et à l'Empire
- carrefour commercial pour l'Empire britannique (pêche, bois, charbon)
- Construction navale intense tout le long de la côte
- 4e marine du monde en 1861
- Profite surtout à un groupe

CONSEIL LÉGISLATIF	ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
Une aristocratie cumulant les liens entre l'administration (<i>sinécures</i>), les marchands de Halifax (échanges avec les Antilles) et l'armée britannique (contrats de fourniture aux armées)	Fermiers d'Annapolis Royale, ouvriers de chantiers, pêcheurs et professions libérales de Halifax

1791 - Assemblée législative dominée par les intérêts militaires et mercantiles

1820 - Parti réformiste dominé par **Joseph Howe**, journaliste et avocat

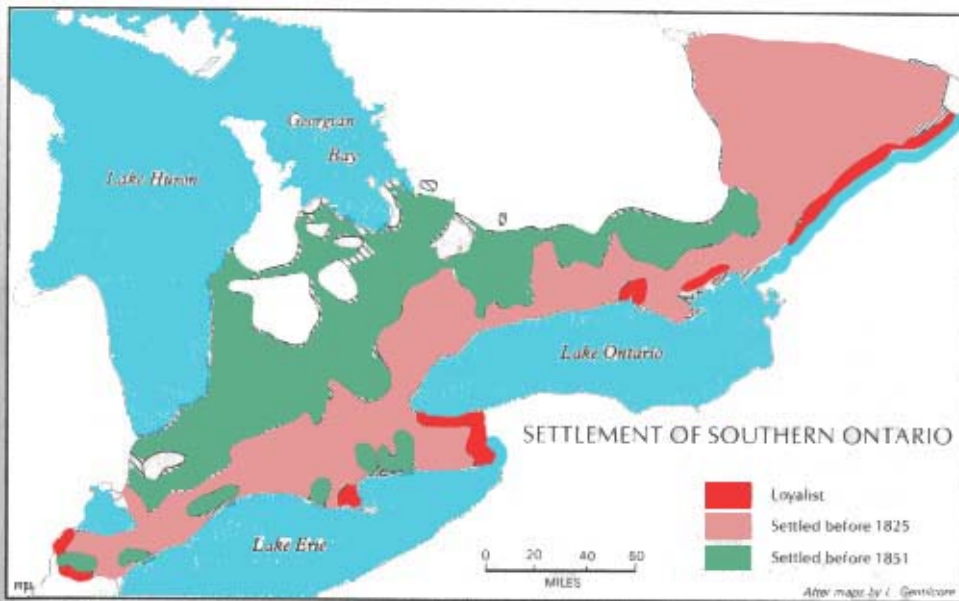
1835 - *Letters to the People* réclame :

- Fin des abus et de la corruption
- Davantage de pouvoir à l'Assemblée
- La responsabilité ministérielle

Les rébellions au Canada retardent les réformes ; responsabilité ministérielle en 1847... sans rébellion.

e. Haut-Canada

- Pas peuplé à l'époque de la Nouvelle-France (rapides du Saint-Laurent)
- 1783 - Installation des Loyalistes à Kingston et dans le Niagara (conservateurs)
- Après, surtout des Américains à la recherche de terres
- 1812-14 - Guerre contre les États-Unis ; Haut-Canada dévasté et retardé dans son développement
- Communautés isolées (canal Welland, 1825)
- Crise économique ; faible accès au marché atlantique.
- Dépendance envers Montréal... Colonie ?



SOURCE : Cole Harris et Warkentin, p. 117

Dès 1785 cadastré en cantons ou l'achat des terres subventionne le gouvernement (pour des routes) et l'Église anglicane. Monopole de la *British American Lands Company*

CONSEIL LÉGISLATIF	ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
<p>Les Loyalistes arrivés tôt installés à Kingston et dans les riches terres du Niagara Les Hauts-Fonctionnaires (entourage du gouverneur) La bourgeoisie marchande de Toronto Les Officiers britanniques (nombreux depuis 1812) Le haut-clergé anglican</p>	<p>Les régions de colonisation (à l'ouest et au sud) Les colons américains qui doivent payer leurs terres Les catholiques irlandais attirés aux travaux publics Les non-conformistes, surtout méthodistes</p>

1817 - Robert Gourlay dénonce dans *Statistical Account of the Upper Canada* les pratiques foncières du gouvernement.

William Lyon Mackenzie (1795-1861)

- Arrivé d'Écosse en 1820, il fonde le *Colonial Advocate* en 1824
- 1827 : victoire électorale des réformistes (Mackenzie, John Rolph, Robert Baldwin)
- 1828 - Affrontements entre l'Assemblée et le gouverneur Francis Bond Head
 - Problème des terres
 - Accès aux charges publiques
 - Responsabilité ministérielle

1837 - Contexte de crise économique ; déclenchement des rébellions au Bas-Canada.

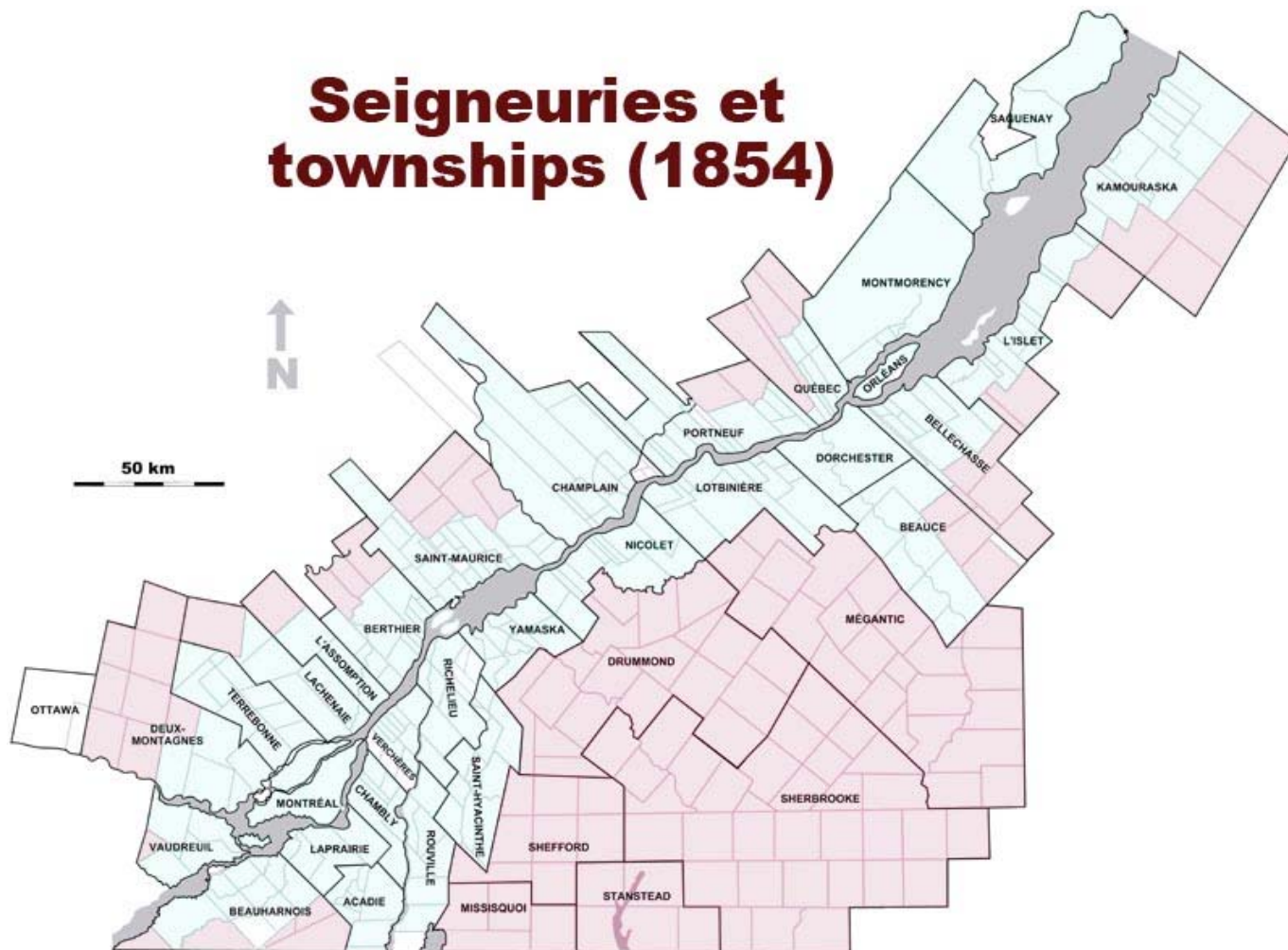
- Le 4 décembre 1837, Mackenzie et 200 supporters tentent de marcher sur York.
- Affrontements et embuscades jusqu'en 1839 ; centaines de déportations, 16 pendus.
- Les Institutions démocratiques sont maintenues. L'Assemblée législative vote l'union du Haut et du Bas-Canada. Les anciens réformistes s'associent alors aux Patriotes modérés pour réclamer le gouvernement responsable.

f. Le Bas-Canada

1760 : Conquête - 65 000 Français concentrés dans la zone seigneuriale, le long du Saint-Laurent.

- Français évincés de la traite qui reste importante jusqu'en 1821
- Repli sur l'agriculture prospère jusqu'en 1803 (marché britannique des blés)
- 200 marchands écossais et anglais à Québec et Montréal
- Régime seigneurial toléré mais encerclé de *townships*

Seigneuries et townships (1854)



1774 - Le gouverneur Dorchester s'associe au clergé catholique et aux Seigneurs français afin de s'assurer l'appui des élites.

1791 - Création d'une assemblée législative d'abord dominée par les seigneurs, puis par les professions libérales. Plusieurs problèmes :

- Après 1803, crise agricole : surpeuplement des seigneuries, baisse des prix, recours à l'agriculture de subsistance.
- Crise socio-ethnique : écart de richesse, exclusion des Canadiens du commerce et de l'administration, immigrants irlandais très nombreux (choléra en 1832 et 1834)

CONSEIL LÉGISLATIF	ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
Intérêts commerciaux (fourrures puis bois)	Intérêt agricole
Commerce impérial	Commerce frontalier avec les États-Unis
Fonctionnaires, marchands, spéculateurs fonciers, « bourgeoisie britannique »	petits commerçants, avocats, médecins « petite bourgeoisie canadienne-française »
Montréal, Québec, sud de Montréal, nord des cantons	zone seigneurial, sud des cantons (Américains)
Anglicans	non-conformistes, catholiques
anglophones	francophones

1805 - Querelle des prisons

1827 - Affrontement avec le gouverneur Dalhousie ; création du parti patriote. Rôle de Louis Joseph Papineau, président de l'assemblée (1815-1837)

1834 - 92 résolutions :

- Fin de la corruption et des abus
- Promouvoir l'intérêt agricole et de la colonisation
- Augmenter les pouvoirs de l'Assemblée
- Électivité du Conseil législatif

1834-1837 : suite de moyens de pression : pétitions, assemblées, grèves, démissions en bloc, charivari...

Novembre 1837 - Mandats d'arrestation contre 27 chefs patriotes : résistance aux arrestations à Saint-Denis, Saint-Charles et Saint-Eustache.

Novembre 1838 - Tentative d'invasion à partir des États-Unis, proclamation d'indépendance, 800 arrestations.

- Répression après les Rébellions :
- Institutions suspendues (Conseil spécial)
- Loi martiale pendant trois ans
- villages incendiés, milliers d'exilés, 12 pendus
- Déclin des radicaux du parti patriote
- Le Bas-Canada se voit imposé l'Union avec le Haut-Canada

Rapport Durham :

La tranquillité de chacune des provinces de l'Amérique du nord, à cause des conflits entre l'Exécutif et les représentants du peuple, était sujette aux discordes continuelles. Les Constitutions de ces colonies, le caractère officiel et la position des rivaux, l'objet avoué de leurs querelles, les principes soutenus de part et d'autre, tout cela était si semblable que je dus adopter l'opinion commune que la querelle généralisée était la conséquence de quelque défaut identique de ces provinces. Je la regardai comme une de ces querelles auxquelles nous ont habitués l'histoire d l'Europe et la connaissance des hommes: une querelle entre une peuple qui demande un accroissement des privilèges populaires d'un côté, de l'autre, un Exécutif qui défend les prérogatives qu'il estime nécessaires au maintien de l'ordre. (...) Par suite des circonstances spéciales où je me trouvai, j'ai pu faire un examen assez juste pour me convaincre qu'il y avait eu dans la Constitution de la province, dans l'équilibre des pouvoirs politiques, dans l'esprit et dans la pratique administrative de chaque service du Gouvernement, des défauts très suffisants pour expliquer en grande partie la mauvaise administration et mécontentement.

Mais aussi j'ai été convaincu qu'il existait une cause beaucoup plus profonde et plus radicale des dissensions particulières et désastreuses dans la province - une cause qui surgissait du fond des institutions politiques à la surface de l'ordre social - une cause que ne pourraient corriger ni des réformes constitutionnelle ni des lois qui ne changeraient en rien les éléments de la société. Cette cause, il faut la faire disparaître avant d'attendre le succès de toute autre tentative capable de porter remède aux maux de la malheureuse province. Je m'attendais à trouver un conflit entre un gouvernement et un peuple; je trouvai deux nations en guerre au sein d'un même État; je trouvai en lutte, non des principes, mais des races. Je m'en aperçus: il serait vain de vouloir améliorer les lois et les institutions avant que d'avoir réussi à exterminer la haine mortelle qui maintenant divise les habitants du Bas-Canada en deux groupes hostiles: Français et Anglais. (Hamel, 1948: 67-68)

...En résumé, assimilons d'abord, donnons des droits à la majorité ensuite.

Le pari de LaFontaine...

Montée des modérés autour de Louis-Hyppolite LaFontaine : alliance avec les réformistes du Haut-Canada afin d'obtenir la responsabilité ministérielle.

1849 - Gouvernement LaFontaine-Baldwin : incendie du parlement de Montréal par des conservateurs britanniques.

1850 - constat évident : la cohabitation du Québec et de l'Ontario est très trop précaire.